
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 14/09/2017 au 20/09/2017

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Les ambassadeurs mexicain et canadien aux Etats-Unis ont rejeté la proposition américaine d'une « clause d'extinction » de l'ALENA, qui obligerait les trois pays partenaires à se réunir tous les 5 ans afin de décider de continuer ou non le traité. Le Ministre de l'Economie mexicain Ildefonso Guajardo a également réagi contre cette proposition, et la majorité des réactions canadiennes et mexicaines estiment que cela mettrait en péril les investissements de long terme dans chacun des pays.

A l'occasion de sa visite au Mexique, le Ministre des Finances canadien, William Francis Morneau et son homologue mexicain, José Antonio Meade, ont réaffirmé l'importance des liens entre les deux pays et de « la brillante histoire » de l'ALENA pour chacune des nations, se déclarant optimistes sur l'issue de la prochaine ronde de négociations, qui se déroulera du 23 au 27 septembre 2017 au Canada.

Selon Ildefonso Guajardo, Ministre de l'Economie mexicain, la troisième ronde de renégociation de l'ALENA, qui aura lieu à Ottawa du 23 au 27 septembre, devrait permettre de clore trois à quatre chapitres de la renégociation. Sans apporter plus de précisions, ce dernier a également déclaré que bien que sept thèmes aient connu des avancées significatives lors des dernières rondes de négociations de l'ALENA (notamment l'incorporation des PME dans des « chaînes de valeurs » globales, la transparence, les accords sanitaires, les télécommunications et la facilitation du commerce), 12 autres sujets feraient l'objet d'une grande complexité et de positionnements différents.

En juillet, les exportations manufacturières mexicaines vers les Etats-Unis ont enregistré une progression de 6,4% (g.a.). La part des exportations mexicaines sur le marché des importations américain atteint ainsi 13,7% (14,2% en moyenne sur la période janvier-juillet). Cette progression provient principalement du secteur automobile, qui représente près d'un tiers des importations américaines du secteur. Selon les calculs des analystes de Citibanamex, un tiers de la progression de la part de marché des exportations mexicaines provient de l'amélioration de la compétitivité des entreprises mexicaines.

Economie

Un séisme d'une magnitude de 7,1 sur l'échelle de Richter a frappé le Mexique dans la journée de mardi 19 septembre, dont l'impact économique reste toutefois difficile à évaluer pour le moment. Les zones affectées (Ville de Mexico, Etats de Puebla, Morelos, Oaxaca, Guerrero et Tlaxcala) représentent près de 30% du PIB national. Le séisme pourrait donc affecter le PIB au troisième trimestre selon plusieurs analystes (à hauteur de 0,4 ou 0,5% selon des estimations). Les secteurs d'aviation, du transport, de l'hôtellerie et des assurances pourraient être particulièrement touchés. En revanche, les efforts de reconstruction devraient stimuler l'activité économique au T4 2017 et au T1 2018. Dans l'immédiat, les marchés financiers n'ont pas montré de réactions particulièrement fortes, hormis une légère dépréciation du peso. Sur le plan fiscal, le gouvernement dispose de fonds extraordinaires pour faire face à la reconstruction : le Fonds pour les catastrophes naturelles de 9 Mds de pesos pourrait voire son budget accru de 6 Mds de pesos en cas d'adoption du budget 2018 par le Parlement. Le « bon catastrophe » émis en août dernier ne s'appliquera pas pour ce séisme d'une magnitude inférieure à 8, mais ira bien aux Etats du Chiapas et de Oaxaca, affectés par le séisme d'une magnitude de 8,2 le 8 septembre. Selon les économistes de Banamex, on peut donc s'attendre à ce que les séismes ne creusent pas le déficit public. L'analyste de Moody's pour le Mexique a d'ailleurs écarté une baisse de la notation souveraine du pays (A3, perspective négative), dont le profil est aujourd'hui résilient face à ce type de choc.

*Taux de change au 20 septembre 2017 : 1 USD = 17,81 pesos MXN

Selon l'indicateur de la BID mesurant la qualité de la gouvernance et des politiques publiques face à la gestion des catastrophes, le Mexique serait le pays d'Amérique latine le mieux préparé pour faire face aux catastrophes naturelles. Le Mexique est ainsi classé devant le Pérou et la Colombie. L'amélioration de cet indicateur aurait selon les analystes de la BID permis de limiter le nombre de victimes après le séisme de mardi. Ils soulignent ainsi les efforts du gouvernement mexicain en matière de réponse après une catastrophe, mais aussi de prévention (durcissement des normes de construction, organisation d'exercices, etc). Une augmentation d'un point de cet indicateur permettrait selon la banque de développement de réduire de 3 à 9% le nombre de victimes en cas de catastrophe naturelle. Le séisme de 1985 au Mexique avait entraîné un bilan beaucoup plus lourd, avec près de 10 000 morts ou disparus.

A l'occasion de la rencontre de Benjamin Netanyahu et Enrique Peña Nieto au Mexique, les gouvernements mexicain et israélien ont annoncé vouloir renforcer la coopération, en particulier commerciale, entre les deux pays. Ils se sont notamment engagés à entreprendre une modernisation de l'accord commercial liant le Mexique et Israël, ainsi qu'un soutien d'Israël pour la coopération du Mexique avec les pays du Triangle Nord (Honduras, Salvador, Guatemala). Une coopération entre les deux pays a également été annoncée en matière de cybersécurité.

Finances publiques

Entre 2016 et 2017, les audits réalisés par l'Unité d'Opération Régionale et de Contrôle Social destinés à la vérification du bon usage des fonds publics fédéraux ont entraîné le transfert à la Trésorerie Fédérale de plus de 724 millions de pesos (40,65 MUSD*). Les Etats ayant dû rendre les plus grandes sommes à la Trésorerie Fédérale du fait d'une mauvaise gestion ont ainsi été le Sonora, Oaxaca et le Chiapas, dont les sommes versées se sont élevées respectivement à 752,7 M, 530 M et 494 M de pesos depuis le début du mandat d'Enrique Peña Nieto.

Entreprises et grands contrats

Les premières informations de l'appel d'offres pour la construction et le maintien de nouvelles lignes de transmission électriques au Mexique, qui devrait être confiée au secteur privé et financée par le Centre National de Contrôle de l'Electricité (Cenace), **seront publiées dans les premières semaines du mois de novembre.** L'attribution de l'offre, répondant aux prévisions d'une **augmentation de la demande d'électricité à un rythme de 4% annuels,** se fera au plus tard en juillet 2018, dans le cadre du Programme de Développement du Système Electrique National, a ainsi déclaré le Ministre de l'Energie mexicain, Pedro Joaquin Coldwell. Les premiers appels d'offres devraient inclure la connexion sous-marine entre la Basse-Californie et le Sonora, ainsi que celle entre le Tamaulipas et les Etats-Unis.

Trois projets français d'investissement dans les secteurs automobile et aéronautique devraient se concrétiser dans l'Etat du Querétaro avant la fin de l'année selon la Chambre Franco-Mexicaine de Commerce et d'Industrie du Bajío, soulignant la nécessité pour le Mexique de diversifier ses partenaires commerciaux au vu des difficultés liées à la renégociation de l'ALENA. Déjà plus de 70 entreprises françaises sont installées dans cet Etat mexicain.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 06/09/2017
Bourse (IPC)	+0,16%	+4,33%	50 363,95
Risque pays (EMBI+Mx)	+0,55%	-12,56%	180
Taux de change USD/Peso	-0,45%	-10,52%	17,70
Taux de change Euro/Peso	-0,28%	-8,41%	21,25
Prix du baril de pétrole (USD)	+3,10%	+28,80%	48,78

*Taux de change au 20 septembre 2017 : 1 USD = 17,81 pesos MXN

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

L'administration fiscale (SAT) souligne la nécessité d'augmenter les impôts afin d'avoir un recouvrement fiscal optimal. Les points clés sont les suivants : augmenter le nombre de contribuables, minimiser l'évasion fiscale et favoriser le bon usage des recettes. Les inégalités des contributions des entreprises (3%) et de celles des employés (7%) peuvent par exemple être source de conflit. L'objectif actuel de la SAT est d'élever la charge fiscale à 13-14% du PIB, à titre indicatif en 2016 celle-ci était de 10,2% au Guatemala - contre plus de 45% en France.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

Le Salvador prévoit une croissance de 3% dans le secteur de la construction : la baisse des taux d'intérêts a eu pour effet de dynamiser le secteur immobilier et celui de la construction. De plus, un projet privé de plus de 25 MUSD permettra la construction de 300 logements, générant plus de 1300 emplois directs et indirects. Le secteur de la construction, qui avait souffert d'une baisse d'activité de 10% à l'arrivée du gouvernement actuel (2014), semble bénéficier d'une nouvelle impulsion.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

Le Honduras a reçu 617 MUSD d'IDE au second trimestre 2017, soit 2,6% de plus que l'année précédente. La majorité des investissements se basent sur le réinvestissement des bénéfices des entreprises (469,5 MUSD), suivi par les actions et participations (102,4 MUSD) et, enfin, les nouveaux investissements représentent 45,1 MUSD. Le secteur manufacturier a reçu le plus de capitaux (25,9%), suivi des services (23%), des biens destinés à la transformation (19,5%) et des télécommunications (14,8%). Les investissements proviennent en premier lieu d'Europe avec 154,6 MUSD, suivie de l'Amérique latine et les Caraïbes avec 152,6 MUSD puis de l'Amérique du Nord (Etats-Unis, Mexique et Canada) avec 148,7 MUSD, l'Amérique centrale avec 104,6 MUSD et de l'Asie et Océanie avec 56,6 MUSD.

Le FMI a revu à la hausse les perspectives de croissance du Honduras, à 4% pour 2017 (contre 3,5% initialement prévus), estimant que la croissance serait tirée par la consommation privée (qui repose en grande partie sur le dynamisme des transferts de migrants), les exportations et les investissements. Le FMI a également souligné que l'avancée du programme du Fonds avec le Honduras avançait bien grâce à l'engagement du gouvernement hondurien.

Panama

2016 – PIB : 55,19 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Les relations diplomatiques et commerciales sino-panaméennes devraient se renforcer. A l'occasion de l'ouverture du siège diplomatique chinois à Panama, la Chine a montré son intérêt pour les projets d'infrastructures de transport et d'énergie panaméens. Un accord de coopération pour les projets d'un train allant jusqu'à la frontière avec le Costa Rica a été annoncé. Par ailleurs, les négociations pour un traité de libre-échange avec la Chine pourront commencer l'année prochaine. Enfin, une délégation d'entreprises chinoises au Panama a généré la signature de 12 alliances stratégiques et des ventes panaméennes pour 38 M USD.

Malgré l'augmentation de la dette publique, les indicateurs de perception de risque sont faibles. En août 2017, la dette panaméenne atteint 23,054 Mds USD, soit 41,8% du PIB (+1,386 Md USD en un an). Toutefois, les rendements exigés par les investisseurs sur les titres panaméens diminuent. Les indicateurs internationaux de risque de la dette publique sont au minimum. L'EMBIG, qui mesure le risque perçu par les investisseurs, était, en moyenne en février, de 156 points de base (pbs) de différence avec les obligations des Etats-Unis, il passe à 138 pbs fin août et continue de diminuer pour atteindre 126 pbs mi-septembre. L'appétit des investisseurs internationaux pour la dette panaméenne s'explique par la croissance (+5,8% au S1) et certains aléas géopolitiques internationaux qui semblent lui bénéficier.

Au 1^{er} semestre, le déficit courant s'est réduit de 20,9% en g.a., atteignant -933,3 M USD (-3,2% du PIB). Cette baisse s'explique par l'augmentation de l'excédent de la balance des services (+7,5%), soutenue par les bonnes performances des secteurs portuaire et des transports (avec les opérations du Canal élargi). De plus, on observe une

*Taux de change au 20 septembre 2017 : 1 USD = 17,81 pesos MXN

réduction du déficit de la balance des revenus (-3,4% en g.a.). En revanche, le déficit de la balance des biens s'est creusé atteignant -4,312 Mds USD (contre -4,079 Mds USD un an plus tôt).

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

Walmart annonce un investissement historique de 105 MUSD au Nicaragua en 2018. Il s'agit du projet régional le plus important de l'entreprise : Walmart ouvrira 8 magasins et un centre de distribution. D'ici à 2022, l'objectif de Walmart est de dupliquer sa présence dans la région avec l'intégration d'un centre de distribution trois fois plus grand que l'actuel (ayant un coût de 52,3 MUSD). En plus de la création de plus de 500 emplois directs, cette opération permettra à Walmart d'approvisionner ses 95 magasins présents au Nicaragua et de poursuivre sa stratégie de croissance.

La Banque Centrale du Nicaragua a indiqué une augmentation de 9% (g.a.) du montant des transferts de migrants (remesas) reçues au cours du second trimestre de l'année.

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

En juillet, la croissance économique a atteint 4,4%, tirée à 70% par le secteur des services. Les activités professionnelles, scientifiques, techniques, administratives et les services de soutien aux entreprises ont crû de 9,5% ; les activités financières et d'assurances de 7,8% ; les activités d'information et de communication ont enregistré pour leur part une croissance de 7,1%.

CARAÏBES

2016 – PIB : 148 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Alors que les îles se remettent à peine de l'ouragan Irma, Maria devient un ouragan de catégorie 5, et ravage l'île de la Dominique. Les communications ont été coupées, plus de 70% des maisons ont perdu leur toit mais une évaluation des dégâts n'a pas encore été réalisée pour l'île qui se remettait encore de la tempête Erika de 2015. La vulnérabilité des Caraïbes aux catastrophes naturelles est de nouveau mise en évidence. En vue des tendances actuelles, le changement climatique, qui contribue notamment au renforcement de la puissance des ouragans, pourrait augmenter de 77% le coût des tempêtes dans les Caraïbes d'ici 2100, selon le FMI.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

Prévision de croissance à la baisse pour 2017 (4,75%). Pour la deuxième fois cette année le gouvernement revoit à la baisse ses prévisions de croissance, de 5,25% à 4,75%, alors que l'objectif initial était de 5,5%. Face au ralentissement de la croissance au premier trimestre, la Banque centrale avait pourtant décidé de réduire de 2,2 points le coefficient des réserves obligatoires des banques commerciales afin de libérer 20,4 Mds DOP (430 MUSD). Dans le même temps le gouvernement avait annoncé un plan de relance économique de 20 Mds USD (420 MUSD) pour financer des projets d'investissements publics.

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

La dette haïtienne représente 34,3% du PIB. Dans son dernier rapport, le Ministère des Finances indique que la dette externe atteint 2,1 Mds USD à la fin du 3^{ème} trimestre de l'exercice 2016-2017. Elle est essentiellement composée de dettes bilatérales (90%), dont 85% correspondent au Venezuela dans le cadre du programme Petrocaribe, et 10% de dette multilatérale. En effet le FMI avait accordé un prêt de 42 MUSD à taux 0% pour répondre aux besoins suite au passage de l'ouragan Matthew fin 2016. La dette interne, 928 MUSD, est largement dominée par le poids de la créance envers la Banque centrale, environ 93%.

Jamaïque

2016 – PIB : 14,03 Mds USD | Pop : 2,8 M hbts

Le FMI souligne le besoin d'une réforme de l'important et inefficace secteur public, dans le cadre de sa revue de septembre du programme SBA. Une plus grande efficacité passerait par une réduction des rôles, des responsabilités et de la taille globale du secteur public. Le gouvernement doit repenser le système étendu et inéquitable d'allocations ainsi que la structure de rémunérations globale dans le secteur public. Le Fonds recommande d'accélérer les négociations de

*Taux de change au 20 septembre 2017 : 1 USD = 17,81 pesos MXN

salaire du secteur public, des retards pouvant poser des risques importants sur les comptes budgétaires. Ces négociations devraient être basées sur un cadre pour réduire durablement la masse salariale et libérer des ressources pour des dépenses sociales et favorables à la croissance. Par ailleurs, le pays a atteint tous les critères quantitatifs de performance et les repères structurels. Après approbation, 180 M USD supplémentaires seront mis à la disposition de la Jamaïque, ce qui porte le crédit accessible à environ 790 M USD.

Bahamas

2016 – PIB : 9,05 Mds USD | Pop : 0,4 M hbts

Le FMI recommande au gouvernement d’instaurer un impôt sur le revenu pour compenser la perte de revenus due à la réduction des droits de douanes. L’introduction d’un faible taux d’imposition à moyen terme rendrait le système d’imposition plus progressif et protégerait les dépenses sociales et d’infrastructures. Par ailleurs, le Fonds appelle à un plafonnement des dépenses fixes et à un plafond permanent des déficits budgétaires. Représentant 73% du PIB pour l’année budgétaire 2017, la dette a augmenté de 28 points de PIB en 6 ans, en raison des déficits persistants. Le gouvernement s’est engagé à restaurer les finances publiques et à atteindre un déficit de -3,8% du PIB pour l’année budgétaire 2018 (-5,7% en 2017) et -1,1% à moyen terme. Le gouvernement devrait développer des mesures détaillées pour atteindre ces cibles budgétaires, qui ne pourront être atteintes, selon le FMI, qu’en inversant la croissance de la masse salariale publique.

Trinité-et-Tobago

2016 – PIB : 21 Mds USD | Pop : 1,4 M hbts

La baisse des réserves se poursuit en 2017 pour atteindre 8,7 Mds USD en juillet 2017 (-7,45% en g.a.), ce qui représente 9,6 mois d’importations. Fin 2016, elles s’établissaient à 9,5 Md USD, représentant 10,5 mois d’importations. Malgré cette diminution, le niveau des réserves reste élevé en comparaison caribéenne.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 20 septembre 2017 : 1 USD = 17,81 pesos MXN